

Questions orales

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je pense que la question posée par le député concerne plus particulièrement le ministre des Transports. Je serais heureux d'étudier ce point avec le ministre des Transports.

• (1550)

M. Lawrence: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Pourrais-je la poser au ministre des Transports?

Des voix: Oh, oh!

M. Lawrence: Monsieur l'Orateur, j'estime réellement que toute question posée à la Chambre mérite une réponse d'un membre du cabinet et si les ministres n'écourent pas, ils le devraient.

Des voix: Bravo!

M. Lawrence: Ce que je demande au ministre des Transports, monsieur l'Orateur, c'est si lui-même, ou un autre membre du gouvernement a le pouvoir d'obliger les fabricants d'automobiles au Canada à révéler les détails des ordres de rappel des voitures. Sinon, peut-il dire à la Chambre s'il envisage pour bientôt ces pouvoirs, ou une mesure les conférant?

M. l'Orateur: La présidence permettra au ministre de répondre. Je ne voudrais certes pas compliquer les choses, la question ayant été posée deux fois, mais j'aurais été enclin, la première fois, de dire au député que la première partie de la question réclamait une interprétation légale et de ce fait était irrecevable. Or, comme la question a été posée deux fois, le ministre peut, s'il le désire, répondre à la seconde partie qui commence par «sinon»?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, il est de notoriété publique que nous nous rendons très souvent dans les usines d'automobiles, pour vérifier les modèles et tout ce qui se rapporte à la sécurité des usagers. En outre, lorsque nous savons que certaines voitures ont des défauts, nous en informons non seulement l'industrie mais les provinces et le public, de sorte que tout le monde sait que ces voitures peuvent être dangereuses. L'année dernière, je crois que plus de 800,000 voitures ont été rappelées et vérifiées par l'industrie à cause de leurs défauts.

M. Fairweather: Y en avait-il qui marchaient bien?

M. Marchand (Langelier): Je n'en sais rien. J'ignore si...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le ministre voudrait-il reprendre son siège. Le député veut poser une question supplémentaire. Je l'y autorise.

M. Lawrence: Monsieur l'Orateur, je me demandais tout simplement...

M. l'Orateur: Le député reprendrait-il son siège? Je lui céderai la parole dans un instant. Que les députés me permettent de leur rappeler que le temps va bientôt nous manquer si nous consacrons quatre ou cinq minutes à chaque question. Une fois de plus, certains députés de l'arrière-ban n'auront pas eu la chance de poser leurs questions. Le député de Northumberland-Durham a la parole.

M. Lawrence: Votre Honneur, je crains de ne pouvoir laisser passer la chose sans m'y opposer.

Des voix: Oh, oh!

[M. Lawrence.]

M. Lawrence: En somme, vous m'accusez d'être responsable du retard de cinq minutes?

Une voix: Oui.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Le député de Selkirk.

* * *

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LES AVIONS CF-5—LES ACHATS SUPPLÉMENTAIRES

M. Doug Rowland (Selkirk): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnement et Services. Elle a trait à la réponse donnée à la question n° 1277 inscrite au *Feuilleton*. D'après la réponse donnée à la Chambre, des 115 avions CF-5 commandés au début, plus de la moitié ne servent plus aux Forces armées: un certain nombre a été vendu et les autres sont en entrepôt. A la lumière de ces renseignements, puis-je demander au ministre pourquoi on en a commandé 20 de plus?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le président, je vais d'abord étudier le problème, après quoi je répondrai à l'honorable député.

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je voulais poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, mais comme il a quitté la Chambre, je poserai ma question après la vacance de Pâques.

* * *

LA POLLUTION

LAC SIMCOE—LE DÉVERSEMENT DE PHOSPHORE—LES MESURES ENVISAGÉES

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Environnement. Étant donné que le ministère de l'Agriculture a récemment publié un rapport où il est dit que le phosphore est devenu le principal polluant du lac Simcoe, puis-je demander quelles mesures le ministre de l'Environnement entend prendre pour prévenir une pollution accrue du lac, et particulièrement, de la région du Holland Marsh?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, Environnement Canada travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement de l'Ontario afin de résoudre le problème. Nous avons bien sûr pris des mesures en ce qui concerne les détergents. Les installations de recherches du Centre canadien d'étude des eaux intérieures sont également mises à contribution. C'est un travail de coopération fédérale-provinciale.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'ÉVASION DE JEAN MOISAN AU COURS D'UN MATCH DE HOCKEY—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond Delta): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur géné-